

## ***10 priorités pour l'action départementale***

Nous voulons réinscrire la clause de compétence générale pour les départements. C'est une condition de la réactivité du département aux besoins des habitant·e·s. La politique gouvernementale d'austérité, la crise sociale et économique ont mis en danger les finances des départements. Les dotations de l'État aux collectivités territoriales ont été réduites de manière drastique entre 2014 et 2019 (-12,5 milliards d'euros).

Nos priorités sont :

**L'augmentation des moyens des départements pour des politiques de proximité ambitieuses.** Nous demandons que l'État rembourse ses dettes et les surcoûts liés à la pandémie auprès des départements et augmente leurs moyens via l'augmentation des dotations. Le niveau de rémunération, le statut et l'amélioration des conditions de travail des personnels départementaux sont pour les communistes essentiels à la qualité de ces politiques.

**La politique en direction de la jeunesse :** une majorité de jeunes est confrontée à la précarité dans tous les domaines et beaucoup sont en souffrance. Nous multiplierons les mesures en direction de la jeunesse pour lui permettre de conquérir son autonomie.

**Crise sanitaire, crise scolaire : un plan d'urgence pour les collèges !** Plan d'équipement et de rénovation des collèges en exigeant de l'État les postes nécessaires : enseignant·e·s, personnels, médecine scolaire, et la mise en place d'un fonds d'aide aux collectivités territoriales. Modulation des subventions aux établissements en fonction de la mixité sociale.

**L'engagement pour la culture :** aide à la création, soutien à la diversité culturelle des infrastructures de qualité au service d'une nouvelle phase de démocratisation.

**Un dialogue citoyen amplifié :** la démocratie doit être au cœur de l'action politique. Les femmes et les hommes de nos départements ont une expertise qui ne voulons mobiliser tout au long du mandat.

**L'action en faveur du logement décent et durable :** construction de logements sociaux de haut niveau avec des logements à très bas loyers et adaptés aux différents besoins.

**Vieillir dans la dignité :** l'autonomie est un élément essentiel de dignité pour les personnes âgées. C'est pourquoi son financement doit être pris en charge à 100% par l'Assurance-maladie. Un grand service public de l'autonomie mettrait fin à l'émiettement des structures d'accompagnement à domicile.

**Préserver et développer l'emploi sur tous les territoires :** soutien aux PME et TPE, création d'emplois et de services, soutien aux luttes contre les licenciements. Soutien à l'innovation sociale et écologique via un fond d'investissement pour le développement de l'emploi, de la formation et de la transformation écologique aussi bien dans les entreprises que dans l'économie sociale et solidaire. Des services publics de qualité et de proximité pour tous, dans tous les territoires.

**L'égalité maintenant !** Promouvoir l'égalité, à commencer par l'égalité femmes-hommes en renforçant la lutte contre les violences faites aux femmes et pour l'égalité dans tous les domaines, lutter contre le racisme et l'antisémitisme et toutes les discriminations par l'établissement de plans territoriaux avec les moyens dédiés pour les associations.

**Écologie : être plus audacieux !** Habitat durable, gestion de l'eau et des déchets, transports en communs, agriculture de qualité et bio, soutien aux productions locales, nous agissons pour la préservation de l'environnement et la transition écologique.